

CONTRAT DE TRAVAIL A DURÉE DETERMINÉE
RÉALISATEUR

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La Société **CHI-FOU-MI PRODUCTIONS**, SAS au capital de 48.000 €, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 520 372 178 dont le siège social est situé 12, rue Barbette – 75003 Paris, représentée par Monsieur Hugo SELIGNAC, dûment habilité aux fins du présent contrat,

Ci-après dénommée « **le Producteur** » ou « **CHI-FOU-MI PRODUCTIONS** », agissant au nom et pour le compte de Disney et/ou l'une de ses filiales, sociétés du groupe, sociétés affiliées et/ou sociétés associées (« Disney » ou « Groupe Disney ») localement et/ou dans le monde entier,

D'une part,

ET :

Monsieur Romain COGITORE, demeurant 6, Passage Boullay – 75017 Paris
N° de sécurité sociale : 1 85 02 68 066 191 55
Date et lieu de naissance : 21/02/1985 à Colmar (68)
De nationalité française et domicilié fiscalement en France
N° congés spectacles : T 332367
Date de la dernière visite médicale : le 12/10/2018

Ci-après dénommé « **le Réalisateur** » ou « **Monsieur Romain COGITORE** »,

D'autre part,

EN PRÉSENCE DE :

Maître Bertrand LE GOFF, domicilié au 6, rue Edouard Detaille – 75017 Paris

Ci-après dénommé « **le Conseil** ».

Le Producteur et le Réalisateur seront ci-après dénommés ensemble « **les Parties** » et individuellement « **la Partie** ».

ARTICLE I – OBJET DE LA CONVENTION

1. Par le présent contrat, le Producteur, agissant au nom et pour le compte du Groupe Disney, engage Monsieur Romain COGITORE en qualité de réalisateur pour réaliser une œuvre audiovisuelle intitulée provisoirement ou définitivement :

« ZONE A DEFENDRE »
(ci-après dénommée « **le Film** »)

d'après un scénario de Monsieur Romain COGITORE.

Le Film sera produit principalement en France et est destinée à une exploitation principale sur les services de Disney + ou tout autre service à la demande détenu ou contrôlé par le Groupe Disney (ci-après « Services Disney »).

2. Le Producteur souhaite confier au Réalisateur la réalisation du Film.

L'objet des présentes est de fixer les modalités de la collaboration de Monsieur Romain COGITORE en qualité de Réalisateur du Film, statut cadre, pour l'exécution des services techniques et artistiques énumérés ci-après.

3. Il est expressément entendu que Monsieur Romain COGITORE a cédé au Producteur, agissant au nom et pour le compte du Groupe Disney, ses droits d'auteur relatifs à sa collaboration au Film en qualité d'auteur-réalisateur, aux termes d'un contrat de cession de droits d'auteur conclu entre le Producteur et Monsieur Romain COGITORE en date de ce jour (ci-après dénommés le « Contrat Auteur Réalisateur »).

4. Le tournage se déroulera du 13 juin 2022 au 12 août 2022.

5. Il est précisé, à toutes fins utiles que, conformément aux articles L.1242-2, 3° et D.1242-1, 6° du Code du Travail, ce contrat de travail a été conclu pour une durée déterminée s'agissant d'un contrat lié au secteur audiovisuel pour lequel il est d'usage constant de recourir à ce type de contrat, les activités exercées par le Réalisateur revêtant, par nature, un caractère temporaire.

6. Le présent contrat est régi par la convention collective nationale de la production audiovisuelle du 13 décembre 2006. Le Producteur met à la disposition du Réalisateur, en son siège social, le texte de ladite convention collective que le Réalisateur pourra consulter aux heures d'ouverture des bureaux.

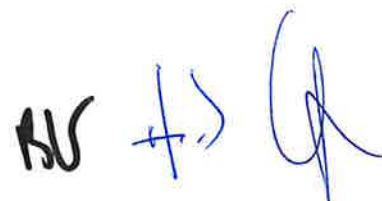
7. La validité du présent contrat est soumise à la présentation par le Réalisateur au Producteur de la copie de l'attestation d'aptitude au travail délivrée par le centre médical de la Bourse.

8. Monsieur Romain COGITORE déclare et certifie n'avoir pris avant la signature du présent contrat et ne devoir prendre à compter de ce jour, et pendant le cours de son exécution, aucun engagement avec qui que ce soit, incompatible avec les obligations qu'il contracte avec le Producteur par les présentes.

ARTICLE II – SERVICES TECHNIQUES ET ARTISTIQUES CONFIEES AU RÉALISATEUR

1. Les services techniques et artistiques que le Réalisateur devra assurer pour mener à bien la réalisation du Film jusqu'à son achèvement, en collaboration étroite avec le Producteur et/ou ses représentants et/ou en accord avec ces derniers, sont notamment les suivants :

- la préparation,
- les répétitions,
- le découpage technique,
- la mise en scène et la direction des prises de vues et plus généralement la réalisation du Film
- le montage,
- la sonorisation
- les travaux de post-production (lesquels s'entendent notamment de la finition, des enregistrements musicaux, raccords éventuels, effets spéciaux/compositing, post-synchronisation, mixage, étalonnage, établissement du master définitif).



L'ensemble des travaux de réalisation sera effectué par le Réalisateur conformément au budget et au calendrier de production du Film décidé par le Producteur.

Le format définitif du Film et, de manière générale toutes autres caractéristiques artistiques et techniques du Film seront déterminés d'un commun accord sous réserve du respect du budget du Film et des caractéristiques principales du Film telles que validées au scénario définitif du Film tels que transmis par le Producteur à Disney en date du 19 janvier 2022.

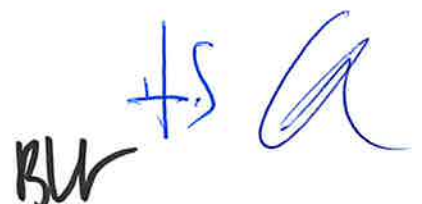
Le Réalisateur s'engage à tenir compte de toutes les indications, orientations, remarques et commentaires du Producteur et à faire toutes modifications, ajouts et/ou suppressions requis par le Producteur à tout moment pendant la réalisation et le développement, la production et/ou la post-production du Film, sans rémunération additionnelle, sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur, des caractéristiques principales du Film telles que validées au scénario définitif du Film tels que transmis par le Producteur à Disney et accepté en date en date du 19 janvier 2022. Le Réalisateur accepte par les présentes que le Producteur puisse demander tous/toutes modifications, ajouts et/ou suppressions pour les motifs ci-après des caractéristiques principales du Film, sous réserve du respect du droit moral de l'Auteur, des caractéristiques principales du Film telles que validées au scénario définitif du Film tels que transmis par le Producteur à Disney et accepté en date du 19 janvier 2022 exclusivement pour les raisons suivantes :

- afin de s'assurer que le Film ne contient pas de scène et/ou dialogues dont le Producteur ou Disney, pourrait estimer qu'ils ne pourraient pas les diffuser ou autoriser leur diffusion sur leur services (du point de vue de la conformité aux lois et réglementations applicables concernant la publicité, la protection des enfants et adolescents et la dignité humaine, etc.) ;
- afin d'assurer la conformité avec les politiques internes et/ou les normes de Disney telles que remises ou notifiées au Réalisateur le cas échéant et afin de se conformer avec toutes demandes en application desdites politiques internes et normes ;
- afin d'assurer la conformité avec le budget de production du Film ;
- afin de ne pas porter atteinte aux droits de la personnalité des tiers et de donner lieu à des attaques pour atteinte à la vie privée, diffamation, injure, plagiat, contrefaçon, etc. ou de troubler la production et l'exploitation du Film.

Le Film sera réputé achevé lorsque la version définitive a été établie d'un commun accord entre, d'une part, le Réalisateur et, d'autre part, le Producteur.

2. Le Réalisateur s'engage, tant au cours de la préparation, que de la fabrication et de la post-production du Film, à respecter toute mesure qui apparaîtrait nécessaire dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (2019-ncov), ou contre toutes variantes mutantes de celui-ci ou tout autre phénomène épidémique similaire ou pandémies, et notamment les dispositifs mis en place par les autorités, qu'il s'agisse de mesures sanitaires (gestes barrières, distanciation etc.), administrative, les mesures résultant du guide des préconisations de sécurité sanitaire pour les activités de la production audiovisuelle cinématographique et publicitaire (en ce compris toute actualisation de ce guide à venir le cas échéant) ainsi que toute mesure requises par les assurances ou par le fonds d'indemnisation pour interruption ou abandon des tournages d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles liés à l'épidémie de Covid 19 le cas échéant.

Le Réalisateur déclare être informé que, dans l'hypothèse où de nouvelles mesures administratives ou sanitaires liées directement ou indirectement au coronavirus (2019-ncov), à toutes variantes ou mutantes de celui-ci ou à tout autre phénomène épidémique similaire ou pandémies seraient prises par les autorités suite à une nouvelle vague épidémique au cours de la fabrication du Film et auraient une incidence sur



l'activité de production du Film, le Producteur pourrait être contraint de suspendre la production du Film, à quelque stade que ce soit.

Compte tenu de ce qui précède, le Réalisateur s'engage d'ores et déjà à assister le Producteur afin de réorganiser au mieux les modalités de la préparation, de fabrication et de post production du Film, et d'aménager le cas échéant le plan de travail, afin de satisfaire aux mesures de prévention visées ci-dessus et s'adapter aux contraintes d'une interruption, puis de la reprise de la fabrication du Film le cas échéant. Le Réalisateur se rendra disponible pour reprendre la réalisation du Film, à des dates à définir en accord avec le Producteur en fonction des impératifs de production.

ARTICLE III – DURÉE DE L'ENGAGEMENT

La durée du présent engagement est fixée comme suit :

- a) Pour la période de préparation : 17 semaines à compter du 15 février 2022 et jusqu'au 10 juin 2022 ;
- b) Pour la période de tournage : 9 semaines à compter du 13 juin 2022 et jusqu'au 12 août 2022 ;
- c) Pour la période de postproduction et de finition : 36 semaines à compter du 15 août 2022 et jusqu'au 21 avril 2023.

Il est précisé que le planning de production du Film ci-dessus est prévisionnel et que le planning définitif sera déterminé par le Producteur en concertation avec le Réalisateur en fonction notamment des disponibilités des artistes-interprètes et autres intervenants, des dates d'autorisation de tournage ainsi que des disponibilités des lieux de tournage et de postproduction.

Ainsi, il est d'ores et déjà précisé qu'en cas de décalage dans les dates prévues ci-dessus ou en cas de dépassement, les périodes d'engagement seraient décalées d'autant d'un commun accord avec le Réalisateur.

Il est précisé que les semaines de travail comprendront 5 (cinq) jours de travail consécutifs, le Réalisateur acceptant toutefois de travailler 6 (six) jours consécutifs si les besoins de la préparation, du tournage ou de la finition du Film l'exigeaient.

La préparation, le tournage et la post-production se dérouleront en Île de France, en Normandie et dans la région marseillaise.

Le Réalisateur s'engage à respecter le planning de production et de post-production communiqué par le Producteur.

Le Réalisateur garantit qu'il est et restera libre de tout autre engagement qui serait incompatible avec l'exécution du présent contrat durant la préparation et le tournage et jusqu'à la fin du montage image.

ARTICLE IV – RÉMUNÉRATION

A - La rémunération du Réalisateur revêt un caractère forfaitaire et couvre l'ensemble des travaux confiés au Réalisateur pour les besoins de la réalisation du Film jusqu'à son complet achèvement, ce qui s'entend de la livraison du master définitif du Film. Cette rémunération couvrira tous travaux effectués par le Réalisateur pendant la préparation, le tournage et la postproduction du Film.

La rémunération du Réalisateur est fixée à la somme brute forfaitaire hors taxes de **99.200 € (quatre-vingt-dix-neuf mille deux cents euros)** couvrant l'ensemble de ses prestations pour la réalisation du Film.

Le Réalisateur sera salarié à partir du premier jour de préparation du Film, jusqu'à la livraison de la version définitive du Film.

Cette rémunération inclut les travaux effectués éventuellement de nuit, ou en heures supplémentaires, ou les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que les éventuels dépassements de la durée de travail pendant la durée du présent contrat.

B - La rémunération du Réalisateur sera payable comme suit :

- 62 (soixante-deux) échéances hebdomadaires d'un montant de **1.600 € (mille six cents euros) bruts** chacune, payables chaque fin de semaine à compter de la semaine du 14 février 2022.

Il est précisé que dans l'hypothèse où les dates de tournage ou de finitions seraient décalées pour toute raison, ou encore dans le cas de la suspension des présentes telle que prévue à l'article XI ci-après, les paiements susvisés seraient décalés d'autant.

La rémunération du Réalisateur telle que prévue au présent article s'entend comme une rémunération brute. En conséquence, le Producteur acquittera pour le compte du Réalisateur tous prélèvements obligatoires nécessaires, notamment les charges sociales et fiscales en vigueur au jour de leur règlement, et, s'il y a lieu, la « retenue à la source » ou « précompte » résultant de la législation fiscale applicable au Réalisateur.

S'agissant de la déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels sur l'assiette des cotisations sociales dues au titre du présent contrat, le Réalisateur confirme qu'il refuse que le Producteur opte, s'il y a lieu pour la déduction forfaitaire spécifique pour frais professionnels pour calculer les cotisations sociales applicables à sa rémunération.

C - La commission du Conseil est fixée à la somme hors taxes de 9.920 € (neuf mille neuf cent vingt euros) et sera payable selon un échéancier identique à celui du Réalisateur tel que prévu ci-dessus.

Cette rémunération sera versée directement par le Producteur au Conseil, majorée de la TVA au taux en vigueur au jour du paiement, sur présentation de facture.

D - Tous les règlements à revenir au Réalisateur et au Conseil seront effectués par virement bancaire sur les comptes respectifs du Réalisateur et du Conseil, après communication par le Réalisateur et le Conseil au Producteur des RIB correspondants) et seront envoyés à l'adresse mentionnée en tête des présentes, accompagnés du bulletin de salaire y afférent.

ARTICLE V – DROIT À L'IMAGE

Le Réalisateur autorise le Producteur, ses mandataires et/ou cessionnaires, à utiliser son nom, son image et/ou sa voix, par tous moyens connus et inconnus à ce jour, sur tous supports, dans le monde entier, pendant toute la durée de l'exploitation du Film et ce sans que ces exploitations ne donnent lieu à une rémunération complémentaire en faveur du Réalisateur, notamment pour :

- la réalisation et l'exploitation de tout « making of » (à savoir la production d'une œuvre audiovisuelle, ayant pour objet de décrire, analyser, commenter le processus de création du Film) et de tout « bonus » (tout autre document audiovisuel réalisé à propos du Film, de sa préparation, de son tournage, de sa post-production et/ou de sa promotion),
- l'illustration des menus d'accueil et chapitres de navigation contenus dans les vidéogrammes du Film ou tous autres supports interactifs incluant le Film, en tout ou partie, ou présentés lors de la



- diffusion ou de la communication du Film en vidéo à la demande ou par tous autres moyens permettant l'insertion de tels menus (tel que notamment site internet du Film),
- l'illustration de toutes émissions télévisées, radiodiffusées, sur internet (plateau, magazines, documentaires, reportage, actualité, etc.) consacrées en tout ou partie au à l'audiovisuel ou à un professionnel de l'audiovisuel,
 - l'illustration de l'activité du Producteur et de tous partenaires financiers du Film,
 - la réalisation et la commercialisation d'ouvrages (making-of littéraire, « carnets de route », « beau livre » et autres récits illustrés tirés du Film ou à propos du Film, ouvrage sur les Films télévisuels, ouvrage sur l'activité du Producteur et de ses éventuelles fondations, ainsi que pour la promotion et la publicité desdits ouvrages, etc.),
 - l'illustration ou la documentation d'expositions consacrées à l'audiovisuel, aux Films télévisuels et/ou à l'activité ou l'univers du Producteur, ainsi que pour la promotion et la publicité de ces expositions.

ARTICLE VI – VOYAGES – DÉPLACEMENTS – HÉBERGEMENT – DÉFRAIEMENTS

Pour tous déplacements effectués avec l'accord du Producteur hors de la région parisienne, pour les besoins du Film, tous les frais de voyage (en avion, en voiture ou en train 1^{ère} classe), ainsi que d'hébergement et de repas de production seront à la charge du Producteur.

Le Producteur assurera le transport du Réalisateur en voiture pour ses déplacements entre sa résidence et les studios ou lieux de tournage, et retour. Il en sera de même pour les déplacements du Réalisateur entre sa résidence et les studios ou lieux où s'effectueront la préparation et la post production du Film, ainsi que les transports allers et retours pour les gares et aéroports/lieu d'hébergement- domicile.

Pendant toute la durée de l'absence du Réalisateur de Paris pour les besoins du tournage du Film, le Producteur prendra à sa charge son logement dans un hôtel de première catégorie, son petit déjeuner et un repas de production par jour de tournage.

De plus, pendant toute la durée de l'absence du Réalisateur de Paris pour les besoins du tournage du Film, le Producteur versera au Réalisateur à titre de défraiement quotidien, une somme de **20 € (vingt euros)** par jour tourné et **40 € (quarante euros)** par jour non tourné, montant qui ne pourra être inférieure aux défraiements les plus favorisés accordés à toute personne participant à la production du Film. Ce défraiement sera payable par semaine et d'avance.

Il est par ailleurs précisé que pendant toute la préparation et la post production du Film, le Producteur remboursera au Réalisateur ses frais de déjeuner tous les jours travaillés, chaque fin de mois.

Le Réalisateur bénéficiera des conditions - notamment de transport, voyage, hébergement, défraiement, et ce, durant le tournage, la postproduction et la promotion du Film - les plus favorisées accordées par le Producteur à toute personne de l'équipe technique, artistique ou de production participant au Film. Pour tous frais autres que ceux exposés ci-avant, le Réalisateur devra obtenir l'accord préalable du Producteur.

Le Réalisateur déclare formellement avoir pris connaissance de ce que l'utilisation, pour les besoins du travail, de sa voiture personnelle ou de tout autre véhicule n'appartenant pas à la production, n'est pas couverte par les assurances de production et qu'en conséquence, la responsabilité de la production ne peut en aucun cas et à aucun titre se trouver engagée. Dans l'hypothèse d'une telle utilisation, le Réalisateur garantit au Producteur avoir souscrit, pour ce véhicule, une assurance « Affaire » s'il l'utilise pour les besoins du travail, et/ou « Personnes transportées » si le Réalisateur charge autrui.

ARTICLE VII – CONDITIONS DE TRAVAIL – GARANTIES DU RÉALISATEUR

Le Réalisateur déclare et garantit qu'il a toute capacité pour conclure la présente convention, qu'il n'est pas frappé d'incapacité ni n'a souscrit à l'égard des tiers aucune obligation susceptible d'interférer ou d'entraver l'exécution de son interprétation et de la présente convention, qu'il ne fera rien à l'occasion de l'exécution des présentes qui soit de nature à porter atteinte à un droit quelconque des tiers.

Le Réalisateur aura à se conformer aux instructions du Producteur ou à celles de ses préposés en ce qui concerne les lieux, l'horaire et le programme de tournage. Il est convenu que le Réalisateur accepte de tourner la nuit, le dimanche ou les jours fériés, dans le cadre des dispositions légales en vigueur, si le Producteur le demande.

Le Réalisateur déclare connaître les règlements et consignes édictés par les studios et autres lieux où sera tourné et réalisé le Film et s'engage à les respecter. Le Réalisateur pourra consulter le texte de ces règlements et consignes aux heures d'ouverture des studios et lieux concernés.

Le Réalisateur s'engage à sauvegarder en toutes circonstances, et dans la limite du possible, les intérêts du Producteur et à mettre en œuvre toutes ses qualités professionnelles pour la collaboration qui lui est confiée.

Le Réalisateur accepte de se prêter à fournir toutes les attestations qui pourraient lui être demandées par le Producteur pour les organismes officiels français ou étrangers auxquels le Producteur aurait à remettre lesdites attestations.

Le Réalisateur s'engage irrévocablement :

- à ne faire aucune communication à la presse, à la radio ou à la télévision, ou sur Internet (blogs, réseaux sociaux dont notamment Facebook, Twitter, Instagram, IMDb etc.) ou par tous moyens concernant le Film, sans l'accord exprès écrit ou la collaboration du Producteur et de Disney ;
- à ne pas communiquer à des tiers, quels qu'ils soient, de commentaires ou analyses sur le Film ou les éléments qui lui ont été divulgués ou communiqués ;
- à assurer la plus grande discrétion concernant le Film et concernant Disney.

D'une manière générale, le Réalisateur s'engage :

- * à ne troubler en rien la bonne marche de l'exploitation du Film,
- * à ne pas se livrer, par quelque moyen que ce soit, à des déclarations risquant de porter un préjudice quelconque à cette exploitation, ou au Producteur ou à Disney,
- * et d'une façon générale, à ne rien faire qui soit susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur et Disney des droits qui lui sont accordés par les présentes.

La responsabilité du Producteur ne pourra en aucun cas se trouver engagée en cas de vol, perte ou détérioration d'objets ou d'effets appartenant au Réalisateur et déposés par lui dans les locaux du Producteur ou sur les lieux de travail du Réalisateur, ou simplement utilisés par lui.

Tout manquement aux dispositions qui précèdent engage la responsabilité du Réalisateur et entraînera automatiquement la mise en œuvre par le Producteur et/ou Disney d'une action en dommages et intérêts destinée à compenser le préjudice financier et moral subi du fait d'un tel manquement.

ARTICLE VIII – PUBLICITÉ ET PROMOTION

Les conditions dans lesquelles le nom du Réalisateur sera cité au générique du Film et dans toute publicité ont été fixées au Contrat Auteur Réalisateur.

ARTICLE IX – ASSURANCES, SINISTRES

L'engagement du Réalisateur est subordonné à ce que ce dernier soit physiquement apte à occuper l'emploi pour lequel il est engagé.

Le Réalisateur déclare être en règle avec la Médecine du Travail. S'il ne l'était pas, celui-ci devra prendre rendez-vous au Centre Médical de la Bourse – 26, rue Notre Dame des Victoires – 75002 Paris.

Il est entendu que le Réalisateur se prêtera à toutes les visites médicales qui seraient éventuellement exigées par les compagnies auxquelles le Producteur s'adresserait pour toutes assurances qu'il jugerait nécessaires et ce, avant le début de tournage du Film.

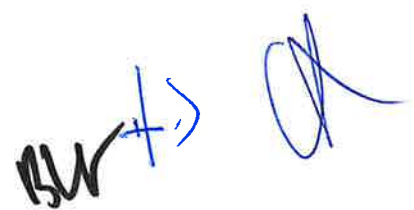
Au cas où les compagnies d'assurances refuseraient d'assurer le Réalisateur, le présent contrat se trouverait purement et simplement résolu de plein droit, si bon semble au Producteur, sans que le Réalisateur ne puisse prétendre à une indemnité quelconque à quelque titre que ce soit. Toutefois, les sommes qui auraient été versées, le cas échéant, au Réalisateur jusqu'à la date de la résiliation resteraient définitivement acquises à titre de rétribution pour le travail du Réalisateur à la préparation du Film.

Dans le cas où un accident ou une maladie (hors Covid) surviendrait au Réalisateur au cours ou à l'occasion de l'exécution du présent engagement, le Producteur ne saurait être tenu à verser au Réalisateur d'autres indemnités que celles prévues par la législation du travail en vigueur en France.

En cas de maladie ou d'accident, le Réalisateur sera tenu de prévenir le Producteur immédiatement et de lui adresser, dans les 48 (quarante-huit) heures, l'avis d'arrêt de travail établi par un médecin, conformément à la formule prescrite par la sécurité sociale. Le Réalisateur devra, en outre, prévenir immédiatement le Producteur de toute prolongation de son incapacité de travail et de la durée de cette dernière. Le certificat de prolongation, établi par un médecin, devra également être adressé au Producteur dans les 48 heures de la date initialement prévue pour la reprise du travail.

Un mois avant la prise d'effet du présent contrat et pendant toute la durée de celui-ci, le Réalisateur s'interdit toute participation :

- à des vols aériens autres que ceux effectués en qualité de passager sur des lignes commerciales régulièrement agréées.
- à des rixes ou à des actes notoirement périlleux ou acrobatiques, mettant en danger sa vie ou son intégrité physique, sauf si ces actes sont accomplis au cours de tentative de sauvetage de personnes ou de biens ou bien en cas de légitime défense.
- à des compétitions ou à des épreuves d'endurance ou de vitesse et à leurs essais préparatoires, à bord de tout engin de locomotion terrestre, nautique ou aérien.
- à des compétitions sportives rémunérées,
- à la pratique de tous sports présentant un risque évident d'entraîner une incapacité physique de sa part, notamment : boxe, pêche ou plongée sous-marine avec bouteilles de gaz comprimé, bobsleigh, skeleton, hockey sur glace, varappe, spéléologie, alpinisme, vol à voile, planche à voile, surf, kite surfing, sports aériens, planche à roulettes, tir, etc,
- à la conduite ou circulation à bord de tout véhicule à deux roues et motorisé.



- et plus généralement, le Réalisateur s'engage à se conformer aux obligations le concernant, contenues dans les contrats d'assurances relatifs à la présente production qui lui auront été préalablement transmis.

ARTICLE X - INCAPACITE PHYSIQUE

En cas d'incapacité physique du Réalisateur, constatée par la médecine du travail, empêchant définitivement ou temporairement ce dernier d'assurer les services techniques et artistiques définis à l'article I du présent contrat, les dispositions prévues au Contrat d'Auteur Réalisateur et du Code du Travail s'appliqueront, ainsi que les stipulations de l'article précédent relatives aux sinistres.

ARTICLE XI – URSSAF – RETRAITE ET PRÉVOYANCE

Le Producteur effectuera auprès de l'URSSAF, 3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex, la déclaration préalable d'embauche du Réalisateur.

Le Réalisateur pourra exercer auprès de cet organisme son droit d'accès et de rectification des données personnelles le concernant, conformément à la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978, modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004.

Le Réalisateur bénéficiera des prestations des régimes de retraite et prévoyance suivants souscrits par le Producteur pour sa catégorie d'emploi.

La caisse de retraite complémentaire et de prévoyance est AUDIENS, 74 rue Jean Bleuzen, 92177 VANVES Cedex, auprès de laquelle le Producteur est immatriculé.

Le Réalisateur sera admis au bénéfice du régime de congés payés auprès de l'organisme LES CONGES SPECTACLES – 7 rue du Helder, 75440 Paris cedex 09.

ARTICLE XII – FORCE MAJEURE / COVID 19

12.1 En cas de force majeure, telle qu'entendue par la jurisprudence de la Cour de cassation, qui retarderait, arrêterait ou paralyserait le tournage, le Producteur aura la faculté de différer la date de début de tournage ou d'interrompre le travail à un moment quelconque au cours de la production du Film.

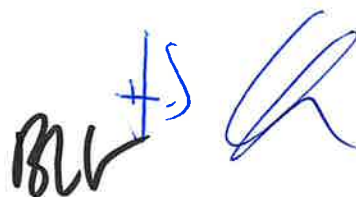
Dans ce cas, le Producteur se réserve d'ores et déjà la faculté soit de résilier le présent contrat, soit d'en suspendre l'exécution.

En cas de résiliation, le Réalisateur conserverait purement et simplement les sommes qui lui auraient été versées en exécution du présent contrat, à la date où interviendrait la résiliation, et percevra une indemnité égale aux rémunérations qu'il aurait perçu s'il avait travaillé jusqu'au terme de son contrat.

En cas de suspension, les effets du présent engagement seraient suspendus jusqu'au moment où le Producteur jugerait que la production peut être reprise, à des dates à convenir d'un commun accord, et sa durée se trouverait automatiquement prolongée du temps restant à courir lors de la suspension.

Dans le cas où le permis de séjour ou de travail exigé par les autorités du pays dans lequel auront lieu les prises de vues seraient refusées ou retirées au Réalisateur, le présent contrat serait résilié purement et simplement, les sommes que le Réalisateur aurait perçues à ce moment lui restant acquises, sans que celui-ci puisse réclamer quelque indemnité que ce soit.

12.2 Dans l'hypothèse où la production du Film est interrompue ou suspendue à un stade quelconque pendant la période d'engagement du Réalisateur pour une raison quelconque liée au contexte sanitaire



de la COVID-19 et notamment si cette interruption ou suspension est la conséquence directe d'un des éléments suivants :

- a) une ou plusieurs personnes indispensable au tournage, telles que désignées dans le contrat d'assurance sont atteinte par le virus de covid-19 ;
- b) la mise à l'arrêt de tout ou partie de l'équipe de production en raison de cas de virus de covid-19 dans cette équipe empêche la poursuite de la production du film à quelque stade que ce soit (préparation, tournage, post production) dans des conditions sanitaires, techniques ou artistiques satisfaisantes,
- c) la réalisation de tests de dépistage du virus de Covid-19, en raison de cas contact parmi les personnes mentionnées au a ou parmi l'équipe de production mentionnée au b, empêche le tournage du Film dans des conditions sanitaires, techniques et artistiques satisfaisantes.

On entend par « satisfaisantes » des conditions conformes aux principes généraux de prévention en matière de protection de la santé et de la sécurité au travail.

(ci-après le « Sinistre »).

Le Réalisateur et le Conseil conserveront les sommes qui leur aurait été versées en exécution de la présente convention jusqu'à la date du Sinistre.

A compter de la date du Sinistre, les Parties conviennent expressément que le Réalisateur continuera à percevoir une rémunération, qui sera réduite, néanmoins au minimum syndical applicable (hors commission du Conseil), qui ne sera pas due pendant la période de suspension) au jour du Sinistre sauf en cas de mises en œuvre du dispositif d'activité partielle au profit du Réalisateur, auquel cas la rémunération du Réalisateur sera constituée des indemnités versées à ce titre, dans la limite des plafonds d'indemnisation mis en place par le Gouvernement, et ce pendant la durée du Sinistre.

A compter du Sinistre, le Producteur communiquera régulièrement afin d'informer le Réalisateur et le Conseil des éventuelles conditions de reprise du tournage. Dans ce but, le Réalisateur et le Conseil considéreront la reprise du tournage comme une priorité, afin que le Réalisateur puisse se rendre disponible dans les meilleures conditions, le cas échéant, compte tenu, naturellement des autres engagements pris par lui antérieurement au Sinistre sous réserve qu'ils aient été notifiés au Producteur, et ce dès que le Réalisateur aura été informé de la survenance du Sinistre.

Dans l'hypothèse où le tournage ne pourrait reprendre (sinistre total), les Parties se rapprocheront afin de déterminer les modalités de la résiliation anticipée du présent contrat.

Si le tournage reprend, la date de la reprise sera fixée, selon les disponibilités du personnel artistique et technique principal. Les Parties conviennent qu'à la date de reprise, le Réalisateur et le Conseil seront rémunérés à nouveau au salaire initialement convenu.

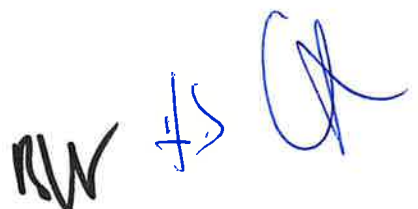
ARTICLE XIII – RÉSILIATION ANTICIPÉE

Le présent contrat ne pourra être rompu avant l'échéance du terme que conformément aux dispositions de l'article L. 1243-1 du Code du Travail à savoir par accord des Parties ou en cas de faute grave, de force majeure ou d'inaptitude du salarié.

En cas de résiliation aux torts du Réalisateur, il est convenu que le Producteur pourra remplacer le Réalisateur par tout autre réalisateur de son choix, ce à quoi le Réalisateur consent expressément.

Par ailleurs, le Producteur conserverait le bénéfice de la cession des droits prévus au Contrat Auteur Réalisateur sur tous les travaux déjà effectués par le Réalisateur.

Sans préjudice de l'exception d'inexécution et faute par le Producteur de payer l'une quelconque des sommes dont il est redevable envers le Réalisateur en vertu des présentes aux échéances prévues et 15 (quinze) jours ouvrés après première présentation par le Réalisateur d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, le présent contrat sera résilié de plein droit, à l'expiration du terme imparti et si bon semble au Réalisateur, sans qu'il soit besoin pour constater cette



résolution d'une formalité judiciaire quelconque, et ce, sans formalité ni réserve. De plus, le Réalisateur pourra, si besoin est, cesser sa collaboration prévue aux présentes, les sommes déjà reçues lui restant définitivement acquises et les sommes encore dues par le Producteur au titre d'échéances passées mais non payées devenant immédiatement exigibles, sans préjudice de tous dommages et intérêts complémentaires éventuels.

ARTICLE XIV – CESSION A UN TIERS

Le Producteur aura la faculté de rétrocéder à tout tiers de son choix tout ou partie du bénéfice et des charges de la présente convention, notamment dans le cadre d'une coproduction franco-étrangère, à la condition d'imposer au cessionnaire le parfait respect des obligations découlant de la présente convention.

ARTICLE XV - DONNEES PERSONNELLES

Chaque Partie s'engage à respecter les obligations qui lui incombent en matière de protection des données, y compris celles résultant du Règlement Général pour la Protection des Données n° 2016/679 (le "RGPD").

A cet effet, le Producteur informe le Réalisateur qu'il collectera et traitera des données personnelles le concernant, en qualité de responsable du traitement, pour les finalités suivantes :

- (i) Gestion administrative ;
- (ii) Négociation, signature et exécution du contrat ;
- (iii) Suivi des litiges et des différends relatifs au présent contrat, ainsi que l'exécution des décisions et des jugements.

Les données personnelles relatives au Réalisateur collecté par le Producteur sont les suivantes :

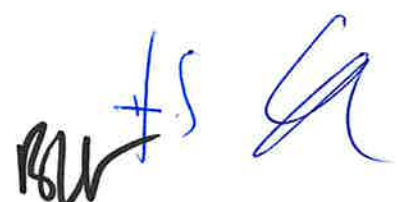
- Nom et prénom ;
- Coordonnées professionnelles du Réalisateur ;

Les traitements de données personnelles effectués par le Producteur sont fondés sur les bases juridiques suivantes :

- (i) Obligation légale du Producteur en ce qui concerne le traitement à des fins de gestion administrative ;
- (ii) Intérêt légitime du Producteur pour le traitement à des fins de négociation, signature et exécution du présent contrat ;
- (iii) Intérêt légitime du Producteur pour le traitement à des fins de suivi des litiges relatifs au présent contrat.

Le Producteur divulgue les données personnelles du Réalisateur à ses sous-traitants (au sens du RGPD) ainsi qu'aux destinataires suivants :

- (i) Pour la gestion administrative : URSSAF, Trésor Public, congés spectacles, Audiens, Pole Emploi, Agessa ...
- (ii) Pour la négociation, signature et exécution du contrat : les salariés du Producteur en charge de gérer la relation avec le Réalisateur ;
- (iii) Pour le suivi des litiges et contentieux - chacun dans les limites de ses attributions : (a) les salariés du Producteur en charge de suivre les litiges et contentieux, (b) les personnes en



charge du litige exerçant une profession judiciaire et (c) le tribunal ou autorité en charge du litige.

Le Producteur conservera les données personnelles relatives au Réalisateur pendant la durée nécessaire au traitement, et plus précisément pour la durée d'exécution du contrat auquel s'ajoute le délai de prescription de toute action y relative.

Le Réalisateur peut exercer son droit d'accès, son droit de rectification et d'effacement, son droit de limitation du traitement, son droit à la portabilité des données ainsi que son droit d'opposition en s'adressant à l'adresse du siège social.

Le Réalisateur peut également déposer une plainte auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

Le Réalisateur reconnaît et accepte que le Producteur partagera son nom avec The Walt Disney Company (Benelux) B.V. et/ou d'autres entités du groupe Disney ("Disney") en tant que responsable de traitement, à des fins de gestion artistique et administrative. Le Réalisateur garantit que le Producteur est autorisé à fournir ces données personnelles à Disney et le Producteur adressera toute question du Réalisateur concernant ce traitement par Disney à dataprotection@disney.co.uk.

ARTICLE XVI – CORRESPONDANCES ET ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat, élection de domicile est faite par les Parties aux adresses mentionnées en tête des présentes.

Toutes correspondances et communications entre les Parties seront envoyées aux adresses mentionnées en tête des présentes.

Tout changement de domiciliation de l'une des Parties devra être notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception.

Il est à ce titre précisé que le Réalisateur déclare qu'il est fiscalement domicilié en France. En cas de changement de domiciliation, il s'engage à prévenir immédiatement le Producteur par lettre recommandée avec avis de réception et à produire toute attestation fiscale nécessaire.

ARTICLE XVII – LOI APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS

Le présent contrat est régi par la loi française. Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité ou à l'exécution du présent contrat sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE XVIII - ANTI-CORRUPTION

Les Parties garantissent qu'elles connaissent et respectent la loi américaine *Foreign Corrupt Practices Act* ("FCPA"), la loi britannique anti-corruption de 2010 et les autres lois locales anti-corruption. Les Parties acceptent en outre de se conformer pleinement à toutes les lois applicables en matière de sanctions et de restrictions commerciales, y compris celles prononcées par les Etats-Unis et celles de la ou des juridiction(s) où le présent Contrat sera exécuté (si elles sont différentes).

ARTICLE XIX – MORALITE

Aucune incivilité, violence, agissement sexiste ou faits de harcèlement sexuel ou moral, ne sera toléré sur les lieux et temps de travail ainsi qu'en toute circonstance susceptible d'affecter la production et/ou l'exploitation du Film.

Il est rappelé au Réalisateur que de tels agissements sont passibles d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement pour faute grave, dans les conditions prévues par le Code du travail.

En outre, le Producteur peut, indépendamment de la décision de résilier le présent Contrat, supprimer tout crédit précédemment accordé au Réalisateur, ou modifier à sa discrétion les modalités de citation de son nom dans le générique et dans toute la publicité du Film.

Le Producteur s'engage à respecter les obligations de prévention du harcèlement sexuel et à mettre en œuvre les mesures propres à y mettre un terme et à le sanctionner dans les conditions prévues notamment à l'article L122.36-1 du RGA et aux dispositions du Code du travail applicables.

Le cas échéant, tout(e) victime, témoin ou confident de harcèlement sexuel, agissements sexistes ou toute autre forme de violence peut signaler l'acte auprès de la production en suivant la procédure interne et sera auditionné(e) et informé(e) tout au long de cette procédure.

Fait à Paris, le 15 février 2022 en 3 (trois) exemplaires originaux,

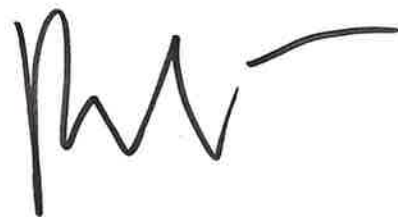
LE REALISATEUR

A stylized blue ink signature, possibly reading 'GR'.

LE PRODUCTEUR

A blue ink signature, possibly reading 'A.M.' followed by a small flourish.

LE CONSEIL

A blue ink signature, possibly reading 'P.M.' followed by a long horizontal stroke.

